

Dans le cadre de la « Semaine Anti-Raciste » du 20ème arrondissement

PROJECTION-DEBAT au foyer BISSON

15 rue Bisson, Paris 20ème, métro Belleville ou Couronnes

LES LUTTES DANS LES FOYERS : HIER ET AUJOURD'HUI

vendredi 26 octobre à 19h

Salle de réunion du foyer Bisson (au fond du foyer)

Depuis les années 50 les travailleurs immigrés séparés de leurs familles restées au pays, importés – on le pensait alors – pour une brève période, sont cantonnés à des logements d'exception, hors droit commun, logements pauvres, mal meublés, ségrégués et souvent éloignés de la ville.

Au début, des taudis, sous-sols, foyers improvisés. Ensuite est venue la construction des « foyers Sonacotra », des tours de chambrettes de 5 à 9 m² tenus comme des casernes militarisées par des « gérants » recrutés parmi les anciens militaires d'Algérie. En même temps, diverses associations caritatives offraient des lits dans des dortoirs de 3 à 16 lits dans des sites comme la rue Pinel à Saint Denis ou la rue Bara à Montreuil (toujours pas démolie).

Puis est arrivé un mouvement de contestation. La lutte des foyers Sonacotra, de 1975 à 1980, a fait souffler un vent de liberté et d'organisation politique parmi les résidents. Ils se sont dotés d'un « comité de coordination » qui dirigeait la lutte, donnant une première expression à la revendication toujours actuelle pour les droits des locataires dans les foyers.

Aujourd'hui, les foyers disparaissent pour être remplacés par des « résidences sociales » multi-publics. Le bâti change, la discrimination et la limitation des droits restent.

Au milieu de tout ce mouvement, le foyer 15 rue Bisson tient une place particulière. Longuement auto-géré, ce foyer a servi de place forte pendant plus d'une décennie où le rôle du foyer comme « place culturelle » de la communauté africaine a été pleinement affirmée.

Ce soir, le vendredi 26 octobre, nous proposons de revenir sur l'ensemble de cette histoire, d'en chercher quelques leçons pour les combats d'aujourd'hui.

Car entre répression des pratiques d'hébergement solidaire, expulsion industrielle pour dettes locatives, fragilisation ou mépris des droits à la représentation démocratique, les pratiques des gestionnaires et de l'État ont très peu changé.

Débat animé par le Comité de résidents et le Copaf

Contacts : Wagui Coulibaly 06 13 79 20 37 ;

Copaf : 06 87 61 29 77 copaf@copaf.ouvaton.org